



Hôtel de Ville
58 bis rue Poincaré
59 160 CAPINGHEM
Téléphone : 03.20.92.17.66 – Fax : 03.20.92.58.99
contact@ville-capinghem.fr

**REGLEMENT DE CONSULTATION
VALANT
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Objet du marché :
RELAMPING LED ET ENTRETIEN DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
MARDI 9 MARS 2021 A 17H**

SOMMAIRE

Article 1° - Pouvoir adjudicateur	P3
1-1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	
1-2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues	
1-3 Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus	
Article 2° - Objet de la consultation	P3
2-1 Procédure de passation	
2-2 Allotissement	
2-3 Variantes	
2-4 Options	
2-5 Forme juridique de l'attributaire	
2-6 Conditions de participation des candidats	
2-7 Nomenclature communautaire	
Article 3° - Durée du marché et modalités d'exécution	P5
3-1 Périodicité d'exécution	
Article 4° - Obligations générales du titulaire	P5
Article 5° - Dossier de Consultation des Entreprises	P6
Article 6° - Prix du marché – Modalités de facturation	P6
Article 7° - Modalités de présentation des candidatures et des offres	P7
7-1 Pièces constitutives de la candidature	
7-2 Pièces constitutives de l'offre	
7-3 Document à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	
Article 8° - Date limite de remise des offres, validité des offres et condition d'envoi	P9
8-1 Validité des offres	
8-2 Date limite de remise des offres	
8-3 Condition d'envoi ou de remise des plis	
Article 9° - Jugement des candidatures et des offres	P9
9-1 Sélection des candidatures et jugement des offres	
9-2 Demande de précisions	
9-3 Procédure infructueuse	
Article 10° - Sécurité	P10
Article 11° - Règlement des différends	P10
11-1 Voies et délais de recours	
11-2 Règlement général sur la protection des données (RGPD)	

Article 1° - Pouvoir adjudicateur

1-1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Mairie de Capinghem, 58 bis rue Poincaré, 59160 CAPINGHEM

1-2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Mairie de Capinghem,

- Suivi administratif et financier des marchés publics : Manon Helin
 - o 03 20 92 17 66
 - o manon.helin@ville-capinghem.fr
- Service Technique : Mathieu CUINGNET
 - o 03 20 92 25 77
 - o Cadre-vie@ville-capinghem.fr

Du lundi au vendredi de 14h à 17h et le samedi matin de 10h à 12h.

Les renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiqués tout au long du délai de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

1-3 Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus

Les documents sont à télécharger sur la plateforme des marchés publics du Centre de Gestion du Nord

A l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Vous pouvez également consulter les documents sur le site internet de la mairie : www.capinghem.fr ; rubrique vie municipale ; Marchés Publics

Article 2° - Objet de la consultation.

La présente consultation concerne un marché de fournitures et services, et a pour objet de confier à une entreprise la maintenance préventive et curative de l'éclairage public et le relamping complet de la commune.

Les prestations attendues ainsi que l'inventaire des équipements à entretenir et/ou à remplacer sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. L'entreprise se doit d'y prêter une attention toute particulière.

L'entreprise retenue aura pour missions :

- La première année : relamping LED sur toute la commune sauf les quartiers suivants :
 - o HUMANICITE
 - o Lotissement la PERDRIERE
- La première année : nettoyage, remise en état de tous les points lumineux sauf des projecteurs, sur toute la commune
- Tous les ans : entretien de tous les foyers lumineux et points de commande sur toute la commune

- Tous les ans : mesure de la puissance réelle
- Intervention lorsque 3 points lumineux sont défectueux, dans un délai de 5 jours ouvrés, à compter de la demande formulée par mail
- Interventions ponctuelles en cas de demandes de la commune par fax, par mail ou appel,
- Dans un délai de 24 heures, intervention sur les armoires de commande en cas de panne
- L'entreprise devra fournir à la commune un plan avec tous les points lumineux à jour selon les modifications apportées pendant la durée du marché public.

2-1 Procédure de passation :

Procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L 2124-2, L 2161-2 à L 2161-5 du Code de la commande publique.

La consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée (MAPA).

La négociation est possible avec tous les candidats dont l'offre est jugée recevable.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments, y compris sur le prix.

Aucune visite des sites n'est organisée par la mairie. Il appartient donc aux candidats souhaitant de se rendre sur le terrain de le faire par leurs propres moyens.

2-2 Allotissement

Le présent marché ne comprend aucun lot. C'est un marché unique.

2-3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-4 Option

Une option est prévue par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article 1-d) du CCTP.

En cours de contrat, si la commune faisait le choix de procéder à l'installation d'illuminations pour les fêtes de fin d'année, le titulaire proposerait son offre pour la mise en place et la maintenance de ces installations.

Cette option fera l'objet d'un chiffrage distinct de l'offre de base.

2.5 Forme juridique de l'attributaire

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement d'entreprises.

Le groupement doit posséder l'intégralité des compétences professionnelles et financières pour mener à bien les prestations du présent marché

2.6 Conditions de participation des candidats

En cas de sous-traitance :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur

montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.7 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

31527100-7	Eclairage public
-------------------	-------------------------

Article 3° - Durée du marché et Modalité d'exécution

Le présent marché commencera à courir à la date de notification du marché au titulaire, et pour une durée **de 3 ans, pas de reconduction.**

Il peut également être mis fin au marché aux 31 décembre de chaque année, à charge pour la partie qui en prend l'initiative d'en informer l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale, trois mois au moins avant la fin de l'année en cours.

3.1 Périodicité d'exécution

Il appartient au candidat de fournir un calendrier prévisionnel (planning) de ses prestations sur la commune, suite aux visites sur site qu'il aura effectuées et aux vues des spécificités mentionnées au CCTP.

Article 4° - Obligations générales du titulaire

- Les démarches auprès d'EDF afin d'obtenir des bons de coupure et autorisations de travaux sous tensions sont à la charge du titulaire.
- Le titulaire devra, dès la notification du présent marché, et au plus tard avant la fin du premier mois, établir un plan digital ainsi que le fichier informatique demandé dans le cadre de l'offre, comme détaillés à l'article 3 du CCTP.
- A chaque intervention, le titulaire remettra en mairie une fiche d'intervention détaillant les opérations menées.
- Un rapport annuel sera remis, au mois de décembre de chaque année.

Article 5°- Dossier de Consultation des Entreprises

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est téléchargeable gratuitement à chaque candidat conformément à l'article 1-3 du présent document.

Il comprend :

- L'acte d'engagement
- Le détail estimatif concernant la 1^{ère} année (annexe 1 à l'acte d'engagement)
- Le détail estimatif concernant les 2^{ème} et 3^{ème} années (annexe 2 à l'acte d'engagement)
- Le tableau relatif aux propositions de délais d'intervention (annexe 3)
- Le présent règlement de consultation valant CCAP
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le DC1 (formulaire à remplir pour la candidature)
- Le DC2 (formulaire à remplir pour la candidature)

Article 6 °- Prix du marché – Modalités de facturation

Les prix sont établis hors TVA.

Toutes les fournitures de matériel nécessaires au relamping, à l'entretien et au dépannage sont incluses dans les prix remis.

Le prix des prestations est global forfaitaire pour les prestations régulières (entretien des points de commande et des foyers lumineux, mesure de la puissance réelle), et unitaire pour les prestations de travaux divers (interventions ponctuelles suite aux demandes de la commune) et le relamping.

Les prestations de travaux divers seront réglées sur bon de commande, après réalisation des prestations et sous 30 jours à réception de la facture.

Les prestations régulières seront réglées par trimestre, sous 30 jours à réception d'une facture.

Les prix sont réputés être fermes de la date de notification au titulaire du marché jusqu'au 31 décembre de chaque année.

Les prix seront révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$P=P_0 (0,125+0,875 (TP12/TP12_0))$$

P= Nouveau prix

P₀= Prix au 1^{er} janvier 2022

TP12= Index travaux publics – réseaux d'électrification avec fournitures au 1^{er} janvier de l'année N

TP 12₀ = Même index au 1^{er} janvier 2022

Le paiement se fera par virement, au moyen d'un mandat administratif. Le délai global de paiement est, conformément à l'article 98 du Code des Marchés Publics, de 30 jours.

Article 7°- Modalités de présentation des candidatures et des offres

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Les offres sont à déposer sur la plateforme des marchés publics du Centre de Gestion du Nord : www.marchespublics596280.fr

7-1 Documents nécessaires à la sélection des candidatures

Les pièces de la candidature sont telles que prévues aux articles L 2142-1 à 4 et L 2143-3 et 4 du Code de la commande publique.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes réunies au sein d'un sous-dossier « candidature » :

7.1.1 Situation juridique de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utiliseront soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

7.1.2 les pièces financières et techniques

Déclaration de chiffre d'affaires réalisé sur la France ainsi que sur la Région Hauts de France concernant des 3 dernières années ;

Références de prestations similaires en France ainsi que sur la Région hauts de France :

- Présentation d'une liste de prestations similaires pour des villes réalisées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Les documents pourront être transmis à ce stade par les candidats tels que l'attestation de régularité fiscale, les attestations URSSAF et l'attestation d'assurance (...) ou remplacés par une attestation sur l'honneur.

7-2 documents nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » : (chaque pièce étant obligatoire)

- L'acte d'engagement (DC3 fourni par le pouvoir adjudicateur)
- Le présent Règlement de Consultation valant Cahier des Clauses Administratives Particulières **paraphé et signé**
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières **paraphé et signé**
- Les détails estimatifs des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années, **(annexes 1 et 2) complétés, datés et signés,**

Attention : l'option devra faire l'objet d'un chiffrage distinct.

- Une proposition de délais d'intervention (**annexe 3) Tableau joint en annexe**
- Un planning d'entretien sur un an, conformément aux prescriptions indiquées dans le CCTP
- Une note méthodologique comprenant :
 - o La présentation de l'entreprise (moyens en personnel et en matériel)
 - o Les modalités d'utilisation de la gestion informatisée (fichier, plan informatisé)
- Le DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire)

7-3 Mémoire technique :

Le Mémoire technique devra, au minimum, contenir :

- 1) La description détaillée des candélabres et du relamping;
- 2) Les plans d'implantation détaillés ;
- 3) La justification du choix des matériels et équipements et leur description détaillée pour le relamping ;
- 4) La justification du choix et la description de la technologie du matériel
- 5) Les modalités de fonctionnement, des garanties et maintenances;

Ainsi que tous les éléments de réponse du candidat relatifs à chaque article du CCTP.

7-4 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Attestations et certificats sociaux et fiscaux datant de moins de 6 mois, seulement s'ils ne sont pas automatiquement générés via le formulaire DUME,
- Attestation d'assurance à jour,
- Un Bordereau spécial des Prix Unitaires par zone (un exemple sera fourni sur simple demande).

À défaut de présentation de ces documents, il ne pourra être procédé à la signature du marché.

Article 8°- Date limite de présentation, validité des offres et condition d'envoi
--

8-1 Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

8-2 Date limite de présentation des offres

Le dossier est à déposer sur la plateforme des marchés publics du centre de gestion du Nord, www.marchespublics596280.fr jusqu'au 9 mars 2021 17h, inclus.

8-3 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article L 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir

adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique. Elle sera effectuée à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées à l'article 1367 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature doit respecter la norme de sécurité européenne eIDAS.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidatures ou les offres électroniques comportant les caractéristiques suivantes ne seront pas prises en compte :

- pli électronique transmis après la date et l'heure limite
- pli électronique comprenant des fichiers avec des formats de document non autorisés
- pli électronique comprenant des programmes informatiques malveillants sous réserve d'une éventuelle tentative de réparation par le pouvoir adjudicateur

L'offre peut être modifiée jusqu'à la date de remise des plis. Les textes de la commande publique font toutefois obligation de transmettre l'offre en une seule fois (un nouvel envoi doit contenir l'ensemble des documents). En tout état de cause, seule la dernière offre reçue sera prise en compte et ouverte.

Article 9°- Jugement des candidatures et des offres et négociation

9-1 Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des offres se fera en accord avec les termes des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, des articles R.2152-1 à R.2152-6 du code de la commande publique 2019, et de l'article 16.1 du présent Règlement de la Consultation

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement et d'une note sur 100 points.

En cas de note équivalente, si les articles R 2152.6 à R 2152.7 du Code de la Commande publique ne peuvent être appliqués, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont notés de la manière suivante :

- | | |
|---|-------|
| - Prix | (60%) |
| - Délai d'intervention | (25%) |
| - Modalité d'utilisation de la gestion informatisée | (15%) |

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues dans le Code de la commande publique. L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères et de la pondération indiqués ci-dessus.

9.2 Demande de précisions

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra demander des précisions aux candidats pour des éclaircissements ou discordances entre l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination du coût unitaire ou global d'autre part.

9.3 Procédure infructueuse

Dans le cas où aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée, ou que seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique ou des offres inappropriées, au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique ont été présentées, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de faire un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans ces conditions le pouvoir adjudicateur choisira librement la société avec laquelle il souhaite négocier afin de pouvoir attribuer le marché.

Si l'une de ces démarches devait être engagée, les conditions initiales du marché ne devront toutefois pas substantiellement être modifiées.

Article 10°- Sécurité

Le titulaire s'assurera que ses interventions ne portent pas atteinte à la sécurité des riverains et sera responsable de tous dégâts qui surviendraient de ses interventions.

Article 11°- Règlement complémentaires

11.1 Voies et délais de recours

En cas de litiges, le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

Instance chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal administratif de Lille 143, rue Jacquemars Gielée 59800 LILLE, tél. : 03.20.63.13.00, télécopieur : 03.20.63.13.47.

11.2 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Vos données personnelles sont uniquement utilisées par nos services « Marchés publics » et « Finances ». En cas d'attribution du marché, elles sont conservées durant 10 ans, à défaut 5 ans.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de vos données, ou encore de limitation de leurs traitements. Vous pouvez également vous opposer au traitement des données vous concernant en raison d'un motif légitime.

Pour exercer vos droits, adressez un courriel à :
manon.helin@ville-capinghem.fr

**Le candidat (représentant habilité pour signer le marché)
Cachet et signature**